



# - REUNION -

## **BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE**

**Suivi de la conjoncture  
financière et bancaire**

~

**N° 129**

**3<sup>ème</sup> trimestre 2006**

**- Décembre 2006 -**

## Sommaire

<b>Méthodologie</b>	<b>3</b>
<b>1. Synthèse</b>	<b>5</b>
<b>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</b>	<b>11</b>
<b>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>12</b>
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>13</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>15</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>15</i>
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>16</b>
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>16</i>
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>16</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>17</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>17</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>18</i>
<b>5. Risques sectoriels</b>	<b>19</b>
<b>6. Rappel des taux</b>	<b>21</b>
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>21</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>21</i>
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	<i>21</i>
6.4 <i>Taux de l'usure</i>	<i>21</i>
<b>7. Monnaie fiduciaire</b>	<b>22</b>
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>22</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>22</i>

## Méthodologie

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

### 2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

### 3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

### **5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux**

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

## 1. Synthèse

### 1 – Evolution conjoncturelle

Le troisième trimestre 2006 a enregistré comme traditionnellement une reprise sensible de l'activité financière, avec une collecte de dépôts qui progresse de +218 millions d'€ sur le trimestre (+2,5%) et des concours bancaires locaux en augmentation de +337 millions d'€ sur la même période (+3,5%). La crise sanitaire du Chikungunya n'a donc pas entraîné de ralentissement marqué de l'activité des établissements de crédit de la place. Malgré la poursuite de la remontée des taux d'intérêt, le financement de l'habitat des particuliers reste soutenu au troisième trimestre. Le financement de la consommation des ménages, ainsi que l'investissement des entreprises enregistrent également des taux de progression encore significatifs.

Les perspectives d'activité pour le quatrième trimestre 2006 paraissent bien orientées, ce qui devrait permettre aux établissements de crédit du département de présenter des résultats d'exploitation 2006 de bon niveau.

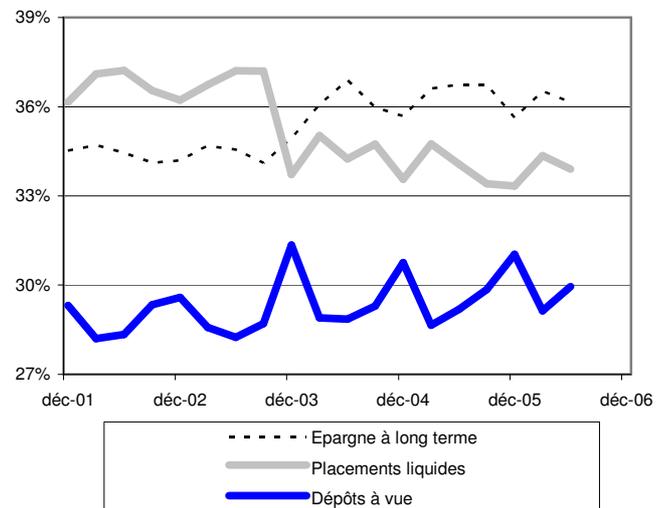
#### 1.1. Les actifs financiers

Les **actifs financiers** détenus par la clientèle non financière des établissements de crédit locaux s'élèvent à 8 889 millions d'€ à la fin du premier semestre 2006, en progression de +218 millions d'€ (+2,5%) par rapport à juin 2006 (après +37 millions d'€ au second trimestre). Cette évolution est comparable à celle enregistrée à la même époque de l'année dernière, où la hausse des actifs financiers avait atteint +243 millions d'€ au troisième trimestre. Sur douze mois, la hausse en glissement annuel continue de ralentir pour atteindre +708 millions d'€ soit +8,7% (contre +9,2% à fin juin 2006).

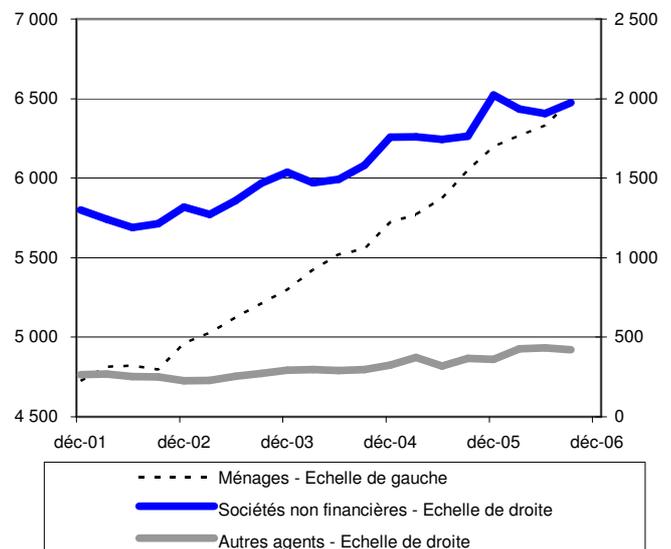
Les encours des **dépôts à vue** progressent sensiblement au troisième trimestre 2006 (+98 millions d'€), notamment au bénéfice des particuliers (+82 millions d'€) et des sociétés non financières (+29 millions d'€). Les dépôts à vue des autres agents économiques diminuent légèrement (-13 millions d'€) entre juin et septembre 2006, après une nette hausse enregistrée au trimestre précédent (+36 millions d'€).

Les encours des **comptes sur livrets** s'affichent en légère progression au troisième trimestre 2006 (+11 millions d'€ soit +0,6%) après la faible diminution du trimestre précédent (-2 millions d'€). L'ensemble des types de livrets ou de comptes commercialisés par les établissements de crédit (à l'exception des comptes d'épargne logement) progressent légèrement sur le trimestre. La hausse de leur taux de rémunération de +0,50 point appliquée en août 2006 (après celle de +0,25 point en février 2006) a pu avoir un effet positif sur les encours collectés. L'épargne-logement enregistre par contre une légère

Poids des différents placements dans l'épargne totale (tous agents économiques)



Décomposition des actifs financiers détenus par les agents économiques (en millions d'€)



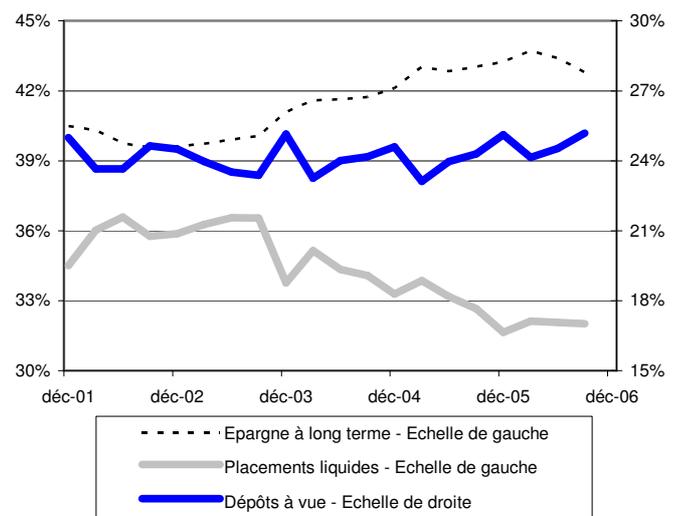
désaffection (-2 millions d'€ soit -0,7%) de la part des épargnants réunionnais entre juin et septembre 2006. Le même phénomène s'observe en France métropolitaine avec une baisse des encours des comptes d'épargne-logement de -1,1% au deuxième trimestre 2006 après -0,8% au premier trimestre.

Les **placements liquides indexés sur les taux de marché** progressent de +72 millions d'€ (+5,9% sur le trimestre) entre juin et septembre 2006 après avoir reculé de -25 millions d'€ au second trimestre 2006. Les comptes créditeurs à terme augmentent rapidement sur la période d'observation (+54 millions d'€ soit +12,0% sur le troisième trimestre) de même que les OPCVM monétaires (+21 millions d'€ soit +5,1%). En glissement annuel, les placements liquides indexés sur les taux de marché progressent de +20,9%, les certificats de dépôts négociables affichant une hausse de +53,2% sur un an (mais un léger recul de -0,7% sur le troisième trimestre). Le poids des ménages dans ce type de placements atteint 28,6% à fin septembre 2006 contre 27,1% le trimestre précédent (mais 31,0% à fin septembre 2005 et 41,4% à fin septembre 2002).

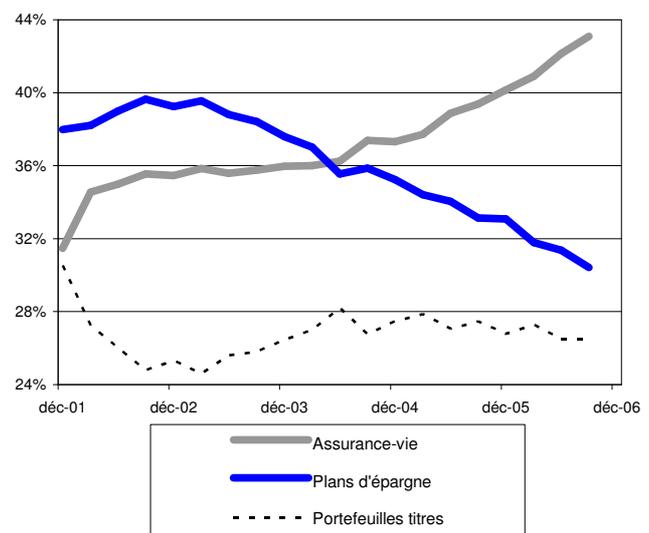
L'**épargne à long terme** demeure toujours le placement favori des particuliers, qui en détiennent 87,6% en septembre 2006. Elle progresse toutefois modérément au cours du troisième trimestre 2006 (+37 millions d'€ soit +1,2% sur un trimestre). L'augmentation sur un an s'établit ainsi seulement à +5,5% contre +12,4% un an auparavant. Ce ralentissement s'explique surtout par un sensible recul des encours des plans d'épargne logement pour le troisième trimestre consécutif (-15 millions d'€ au troisième trimestre 2006 après -16 millions d'€ au deuxième trimestre et -7 millions d'€ précédemment). Cette baisse, qui est également observée en France métropolitaine, trouve vraisemblablement son origine dans les modifications de la fiscalité de ce placement intervenues en fin d'année dernière. Parmi les autres placements à long terme, seuls les placements sous forme d'assurance-vie continuent de progresser sensiblement (+45 millions d'€ au troisième trimestre soit +3,4% sur un trimestre et +15,3% en glissement sur un an).

Les **placements totaux détenus par les ménages réunionnais** augmentent de +161 millions d'€ au cours du troisième trimestre 2006 (soit +2,6% sur le trimestre) après +60 millions d'€ au trimestre précédent). Cette hausse concerne notamment les encours des dépôts à vue (+82 millions d'€ entre juin et septembre 2006 après +39 millions d'€ au deuxième trimestre) et dans une moindre mesure les placements liquides indexés aux taux du marché (+38 millions d'€ après +11 millions d'€ au trimestre précédent).

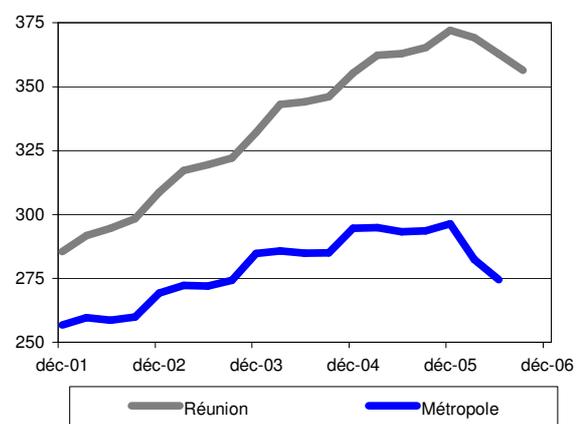
*Poids des différents placements dans l'épargne totale des ménages*



*Décomposition par famille de produits des placements à long terme*



*Evolution des encours des plans d'épargne logement (Réunion et métropole – base 100 en mars 1992)*



L'épargne à long terme des ménages progresse de +30 millions d'€ après +7 millions d'€ au deuxième trimestre.

Le poids relatif de l'épargne à long terme dans l'épargne totale des ménages décroît encore légèrement à fin septembre 2006 pour atteindre 42,8% contre 43,2% à fin juin 2006 et 43,6% à fin mars 2006. Le poids relatif des placements liquides continue à l'inverse de se redresser, en liaison avec les récents relèvements de taux opérés par la Banque Centrale Européenne.

Les **placements des sociétés non financières** atteignent 1.975 millions d'€, en hausse de +68 millions d'€ sur le troisième trimestre, après deux trimestres de baisse consécutive. Les dépôts à vue représentent pratiquement la moitié de ces placements (47,5%) et s'affichent en hausse de +28 millions d'€ entre juin et septembre 2006. Les placements liquides à taux de marché enregistrent pour leur part une progression de +33 millions d'€, contre une baisse de -23 millions d'€ au deuxième trimestre 2006.

### 1.2. Les passifs financiers

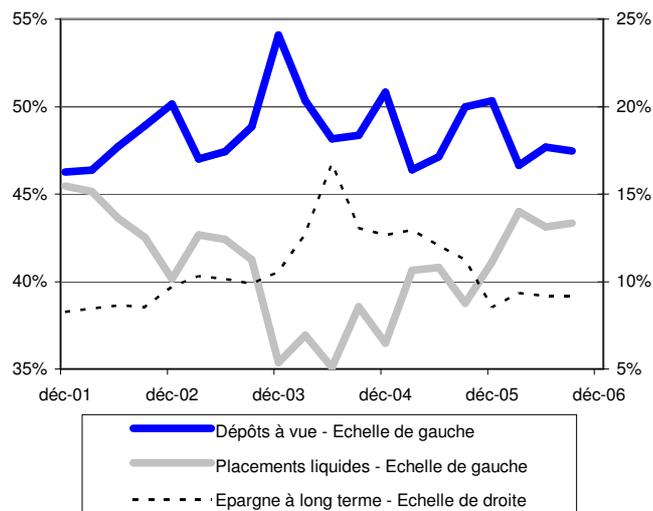
#### a) Les concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (zone et hors zone)

Le total des passifs financiers recensés par l'IEDOM s'élève à 12 911 millions d'€ au 30 septembre 2006, en progression de +417 millions d'€ sur le troisième trimestre 2006 (après +174 millions d'€ au deuxième trimestre et +47 millions d'€ au premier). La hausse de l'encours total sur douze mois atteint +1 322 millions d'€ (+11,4% en glissement annuel).

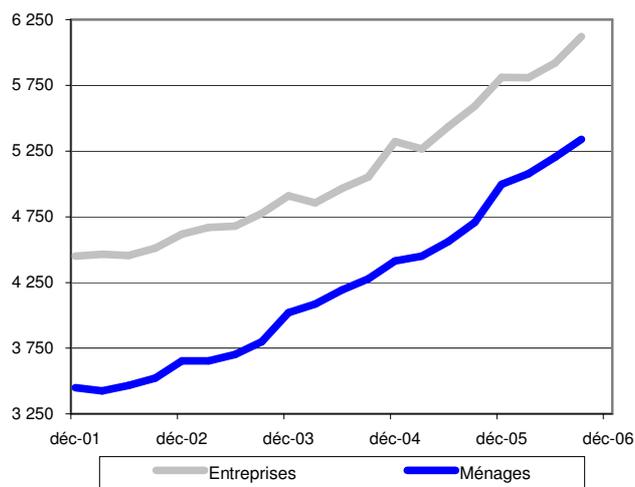
Avec un encours total de 6 122 millions d'€ à fin septembre 2006, les **entreprises** sont les principales bénéficiaires des concours bruts totaux octroyés dans le département. Leur endettement progresse de +3,4% sur le trimestre (+201 millions d'€) et de +9,4% sur un an (+525 millions d'€). Il est majoritairement constitué de crédits liés à l'activité immobilière (38,6% à fin septembre 2006 en hausse de +1,6% sur le trimestre) et de crédits d'investissement (38,8% en hausse de +2,5%). Les créances douteuses s'établissent à 327 millions d'€ soit 5,3% des concours bruts totaux consentis aux entreprises.

Les crédits octroyés aux **ménages** atteignent 5 341 millions d'€ à fin septembre 2006, en progression de +2,6% sur le troisième trimestre et de +13,4% en glissement annuel. Ils sont principalement constitués de crédits à l'habitat (65,5% en hausse de +3,7% sur le trimestre) et de crédits à la consommation (30,3% en hausse de +1,4%). Ils

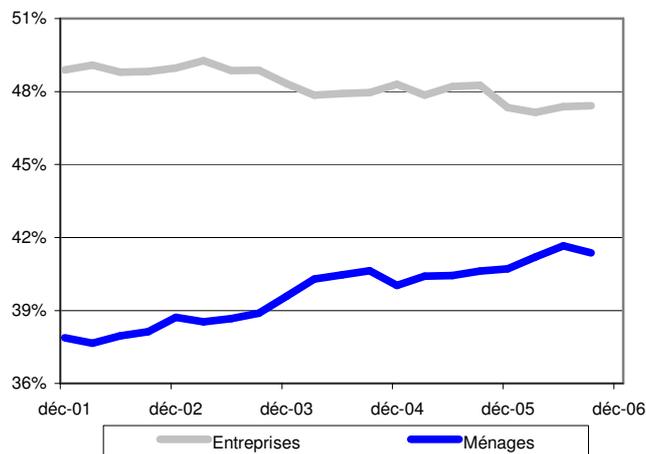
*Poids des différents placements dans l'épargne totale des sociétés non financières*



*Concours bruts totaux (zone et hors zone) par agent économique (en millions d'€)*



*Proportion des crédits par agent économique dans les concours bruts totaux (zone et hors zone)*



représentent 41,4% de l'ensemble des concours bruts consentis à la clientèle, en léger retrait par rapport à juin 2006 (41,7%).

L'endettement des **administrations publiques locales**, principalement sous la forme de crédits à l'équipement, s'établit à 1 129 millions d'€ (en hausse de +5,6% sur le troisième trimestre 2006).

### b) Les concours octroyés par les établissements de crédit locaux

Les crédits consentis par les **établissements de crédit locaux** s'établissent à 9 958 millions d'€ à fin septembre 2006, en progression de +337 millions d'€ sur le troisième trimestre (+3,5%) et de +1 238 millions d'€ par rapport à fin septembre 2005 (+14,2% en glissement annuel).

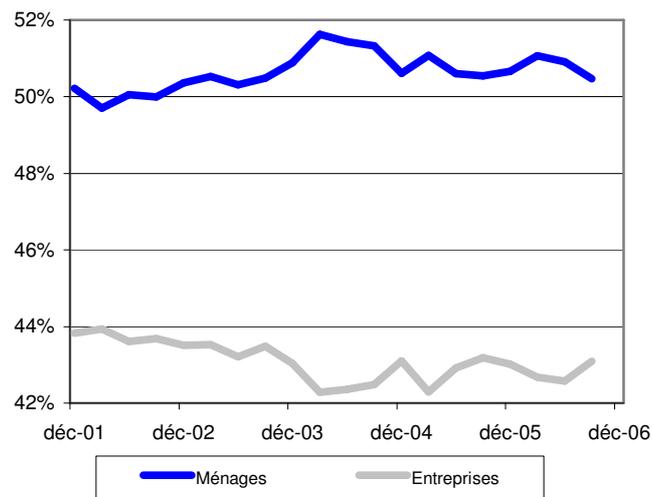
Les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux sont **les particuliers**, avec une dette de 5 026 millions d'€ à fin septembre 2006, en hausse de +129 millions d'€ (+2,6%) sur le troisième trimestre 2006. Leur dette se compose majoritairement de crédits à l'habitat (3 253 millions d'€ soit 64,7% du total brut) et de crédits à la consommation (1 560 millions d'€ soit 31,0% du total brut).

La croissance des crédits à l'habitat octroyés aux ménages (+3,8% sur le trimestre et +16,1% en glissement annuel) s'est poursuivie tout au long de l'année 2006, malgré la remontée des taux d'intérêt. Le financement de la consommation des ménages a progressé modérément au troisième trimestre 2006 (+1,4% après +2,7% le trimestre précédent). Pour mémoire, le premier trimestre 2006 avait été atone (+0,7% entre décembre 2005 et mars 2006).

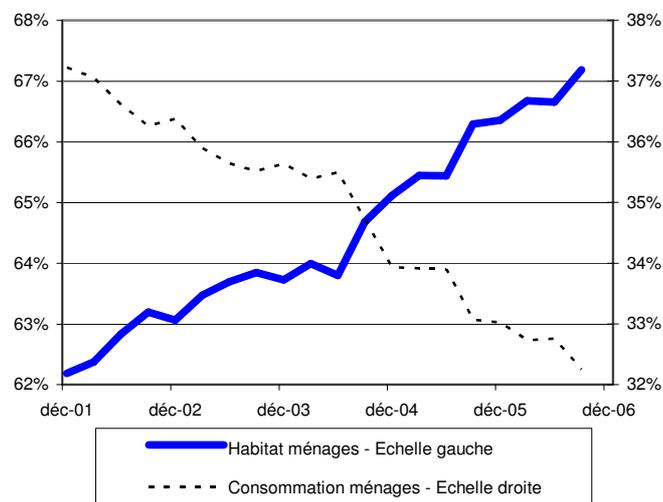
Les créances douteuses sur les particuliers ont sensiblement diminué au troisième trimestre 2006 (-12 millions d'€ soit -6,0%); leur poids dans l'ensemble des concours consentis aux particuliers revenant à 3,7%.

Les concours bruts attribués aux **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) par les banques locales s'élèvent à 4 291 millions d'€ à fin septembre 2006, en hausse de +195 millions d'€ sur le troisième trimestre 2006 (+4,8%) et de +525 millions d'€ par rapport à septembre 2005 (+13,9% en glissement annuel). Les crédits d'investissement progressent un peu plus modérément au troisième trimestre 2006 (+52 millions d'€ soit +2,3%) qu'au deuxième trimestre (+87 millions d'€ soit +4,0%). Les crédits d'exploitation augmentent par contre plus fortement (+76 millions d'€ soit +8,2% sur le trimestre) après la diminution enregistrée au second

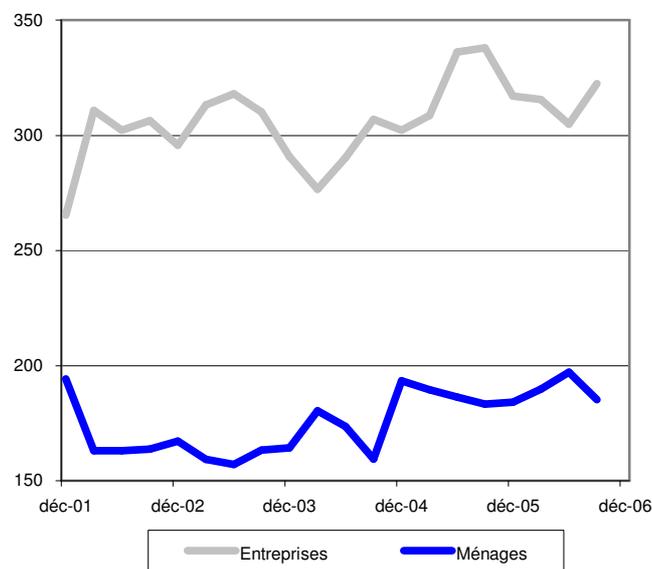
*Proportion des crédits par agent économique dans le total des concours bruts locaux*



*Poids des crédits à l'habitat et à la consommation dans les crédits sains des ménages*



*Créances douteuses brutes (zone) par agent économique (en millions d'€)*



trimestre (-10 millions d'€ soit -1,0%).

L'endettement des collectivités publiques auprès des établissements de crédit installés localement s'établit à 385 millions d'€ à fin septembre 2006, une nouvelle fois en baisse de -2,9% sur le trimestre (après -2,9% également au deuxième trimestre). Sur douze mois glissant, la progression ne s'établit plus qu'à +3,8% à fin septembre 2006 (contre +8,6% à fin juin 2006).

Les soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit interrogés reflètent une tenue contrastée du marché du crédit dans le département sur les deux derniers trimestres de l'année 2006. Les crédits d'exploitation aux entreprises évoluent moins favorablement au quatrième trimestre 2006 qu'au troisième trimestre, contrairement au financement de l'investissement des entreprises qui s'améliore en fin d'année 2006, avec des anticipations de progression modérée pour le premier trimestre 2007.

Le financement de l'habitat des particuliers est demeuré en forte croissance au troisième et quatrième trimestre 2006 mais, comme les années précédentes, les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM anticipent une forte décélération au cours du premier trimestre 2007. En sens inverse, le financement de la consommation des ménages est resté atone au deuxième semestre 2006 mais devrait se redresser légèrement en début d'année 2007.

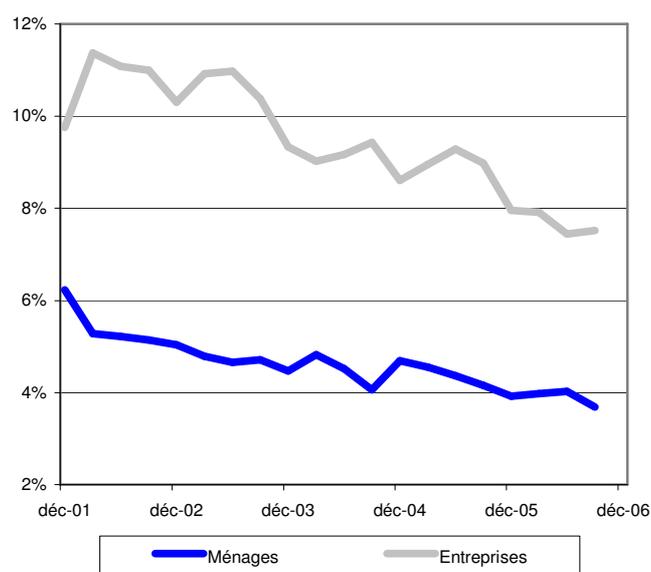
### 1.3. Les risques recensés au SCR

A fin septembre 2006, l'encours des crédits aux entreprises de la Réunion recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteint 8 026 millions d'€, en hausse de +13,1% sur les douze derniers mois et de +1,6% par rapport au trimestre précédent. Cette progression s'explique en partie par l'évolution à la baisse du seuil de déclaration au SCR, qui est passé de 45 000 € à 25 000 € en janvier 2006.

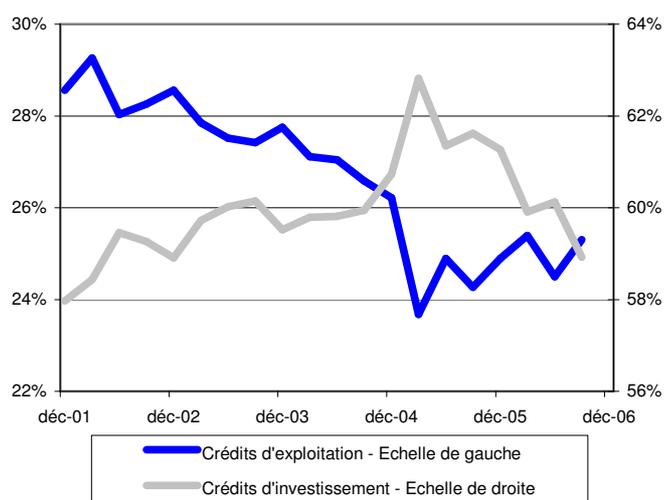
Le secteur de l'immobilier occupe toujours une place prépondérante (37,1%) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises du département, principalement en faveur des grandes sociétés d'économie mixte (promoteurs sociaux) et de HLM.

De nombreux autres secteurs d'activité (agriculture, commerce ...) ont enregistré de sensibles progressions des encours de risques recensés du fait de l'abaissement du seuil de déclaration et l'accroissement du nombre de bénéficiaires de crédits déclarés.

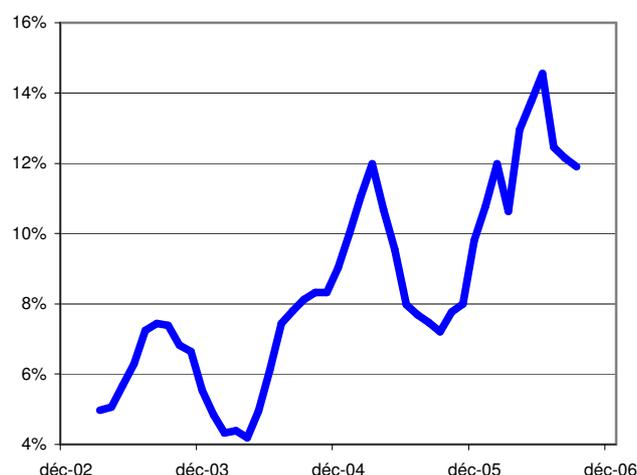
*Proportion des créances douteuses dans le total des concours (zone) par agent économique*



*Poids des crédits d'exploitation et d'investissement dans le total des crédits sains aux entreprises*



*Variation annuelle (moyenne) des risques déclarés sur les entreprises (zone et hors zone)*



## 1.4. Le coût du crédit aux entreprises et le niveau des taux d'intérêt

La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion remonte au mois de juillet 2006. Elle faisait apparaître un **taux moyen pondéré global** de 5,67%, en augmentation par rapport à la précédente enquête de janvier 2006 (5,16%). Cette hausse de 51 points de base doit être resituée dans un contexte de remontée des taux de refinancement de marché (+123 points de base pour l'EONIA et l'EURIBOR 3 mois entre novembre 2005 et novembre 2006).

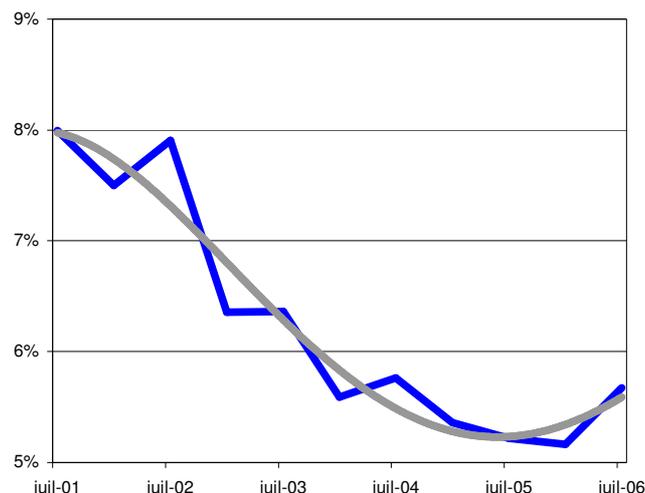
Depuis juillet 2006, la Banque centrale européenne a procédé à trois nouveaux relèvements de ses taux directeurs en août, octobre et décembre 2006, qui portent désormais à 3,50% son taux principal de refinancement.

Le renchérissement des taux de marché à court terme s'est ainsi poursuivi tout au long du second semestre 2006, le taux EONIA (Euro OverNight Index Average ou taux au jour le jour) atteint ainsi 3,67% à la date du 22 décembre 2006 (contre 2,89% au 30 juin 2006). Les taux des emprunts d'état à long terme ont toutefois eu tendance à diminuer (3,81% pour le TME), ce qui crée une courbe des taux très aplatie, qui commence même à s'inverser.

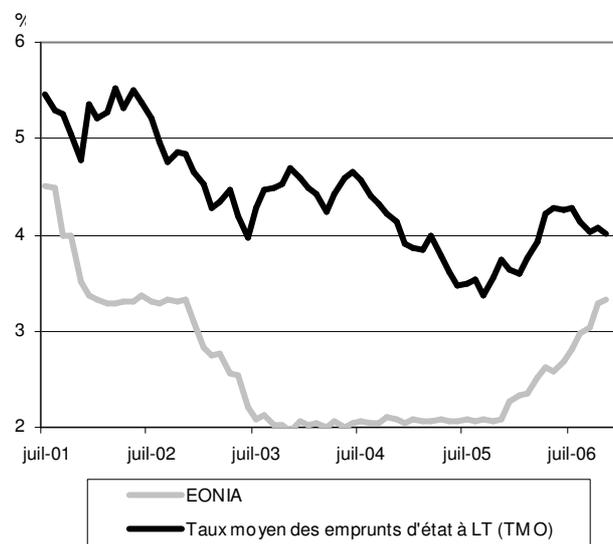
## 2 - Perspectives

L'enquête réalisée auprès des dirigeants des établissements de crédit installés localement fait ressortir de bons résultats d'exploitation enregistrés pour le deuxième semestre 2006, que ce soit en matière de produit net bancaire, de commissions prélevées, de tendance du coût du risque ou de résultat net. L'appréciation sur l'évolution de l'environnement s'est aussi établi en nette amélioration au troisième et quatrième trimestre, et demeure légèrement optimiste pour le premier trimestre 2007. Les dirigeants des établissements de crédit interrogés demeurent également confiants pour le premier trimestre 2007 en matière de rentabilité d'exploitation, même si les soldes d'opinions calculés s'affichent en légère diminution.

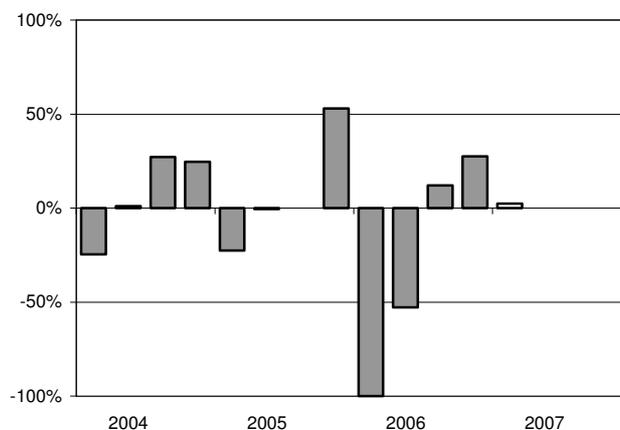
*Coût du crédit aux entreprises à la Réunion  
Evolution et tendance du taux moyen pondéré global*



*Evolution des taux à court terme et à terme à la Réunion*



*Solde des opinions des dirigeants des EC  
sur la tendance de l'environnement économique*



## L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

<p style="text-align: center;"><b>Tendance des dépôts collectés</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Soldes d'opinions (bruts) des dirigeants</b> Réalizations au 31 décembre 2006 Prévisions au 31 mars 2007</p> <p>Etablissements interrogés : Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefi, Slibail Réunion, Réunionail, Cmoi, Crcmmr, Cfb, Etoile Oi, Factorem, Cga et Banque Postale.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Production de crédits d'équipement aux entreprises</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Production de crédits d'exploitation aux entreprises</b></p>
<p style="text-align: center;"><b>Production de crédits à l'habitat des particuliers</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Production de crédits à la consommation (particuliers)</b></p>
<p style="text-align: center;"><b>Tendance du produit net bancaire</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Tendance des commissions prélevées</b></p>
<p style="text-align: center;"><b>Tendance des charges d'exploitation bancaires</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Tendance du coût du risque</b></p>
<p style="text-align: center;"><b>Tendance du résultat net</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Tendance de l'environnement économique</b></p>

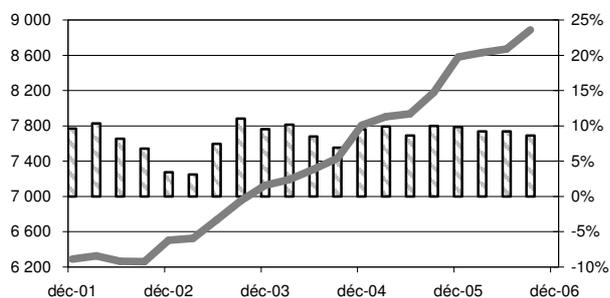
## 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	1 an	1 trim
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1 581,283</b>	<b>1 764,453</b>	<b>1 760,110</b>	<b>1 744,095</b>	<b>1 765,181</b>	<b>2 024,002</b>	<b>1 935,300</b>	<b>1 906,931</b>	<b>1 975,293</b>	<b>11,9%</b>	<b>3,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>764,829</b>	<b>894,248</b>	<b>816,892</b>	<b>822,200</b>	<b>882,377</b>	<b>1 018,913</b>	<b>902,789</b>	<b>909,460</b>	<b>937,891</b>	<b>6,3%</b>	<b>3,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>610,010</b>	<b>646,183</b>	<b>715,424</b>	<b>711,776</b>	<b>684,213</b>	<b>832,411</b>	<b>851,363</b>	<b>822,204</b>	<b>856,226</b>	<b>25,1%</b>	<b>4,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,855	0,846	1,133	9,187	5,743	3,356	12,752	7,140	8,057	-n.s-	-n.s-
Placements indexés sur les taux de marché	609,155	645,337	714,291	702,589	678,470	829,055	838,611	815,064	848,169	25,0%	4,1%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>184,183</i>	<i>208,002</i>	<i>238,476</i>	<i>227,028</i>	<i>244,957</i>	<i>261,050</i>	<i>227,065</i>	<i>228,615</i>	<i>251,301</i>	<i>2,6%</i>	<i>9,9%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>242,964</i>	<i>200,726</i>	<i>249,081</i>	<i>223,047</i>	<i>215,990</i>	<i>253,527</i>	<i>236,370</i>	<i>247,032</i>	<i>260,300</i>	<i>20,5%</i>	<i>5,4%</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>175,189</i>	<i>228,548</i>	<i>219,426</i>	<i>245,853</i>	<i>211,137</i>	<i>285,512</i>	<i>346,557</i>	<i>325,839</i>	<i>323,482</i>	<i>53,2%</i>	<i>-0,7%</i>
<b>Epargne à long terme</b>	<b>206,444</b>	<b>224,022</b>	<b>227,794</b>	<b>210,119</b>	<b>198,591</b>	<b>172,678</b>	<b>181,148</b>	<b>175,267</b>	<b>181,176</b>	<b>-8,8%</b>	<b>3,4%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>103,000</i>	<i>117,309</i>	<i>114,150</i>	<i>111,323</i>	<i>89,650</i>	<i>58,545</i>	<i>63,868</i>	<i>62,358</i>	<i>60,846</i>	<i>-32,1%</i>	<i>-2,4%</i>
<b>Ménages</b>	<b>5 564,106</b>	<b>5 718,886</b>	<b>5 768,538</b>	<b>5 874,758</b>	<b>6 048,762</b>	<b>6 196,345</b>	<b>6 270,809</b>	<b>6 330,879</b>	<b>6 492,377</b>	<b>7,3%</b>	<b>2,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 343,222</b>	<b>1 408,004</b>	<b>1 333,862</b>	<b>1 408,715</b>	<b>1 470,188</b>	<b>1 556,277</b>	<b>1 514,262</b>	<b>1 552,938</b>	<b>1 635,193</b>	<b>11,2%</b>	<b>5,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 900,239</b>	<b>1 901,193</b>	<b>1 954,896</b>	<b>1 949,066</b>	<b>1 975,714</b>	<b>1 961,297</b>	<b>2 015,474</b>	<b>2 030,247</b>	<b>2 078,999</b>	<b>5,2%</b>	<b>2,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 546,107	1 574,370	1 615,594	1 629,411	1 645,677	1 660,272	1 696,701	1 700,506	1 710,794	4,0%	0,6%
dont livrets ordinaires	568,904	591,473	608,890	618,195	634,238	644,107	660,199	657,173	661,428	4,3%	0,6%
dont livrets A et bleus	462,600	460,585	470,640	469,735	468,027	469,713	481,468	483,946	487,578	4,2%	0,8%
dont livrets jeunes	33,499	29,606	29,824	30,399	30,253	31,530	31,528	32,029	32,173	6,3%	0,4%
dont livrets d'épargne populaire	111,369	115,400	119,161	120,813	122,422	124,938	126,506	126,163	127,834	4,4%	1,3%
dont CODEVI	150,069	154,788	158,902	160,575	160,294	161,691	164,975	166,702	168,955	5,4%	1,4%
dont comptes d'épargne logement	219,666	222,518	228,177	229,694	230,443	228,293	232,025	234,493	232,826	1,0%	-0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	354,132	326,823	339,302	319,655	330,037	301,025	318,773	329,741	368,205	11,6%	11,7%
dont comptes créditeurs à terme	162,447	168,078	198,356	165,824	176,061	169,811	202,103	203,008	233,860	32,8%	15,2%
dont bons de caisse	28,314	28,874	30,005	23,984	25,590	24,107	22,395	21,987	22,234	-13,1%	1,1%
dont OPCVM monétaires	163,371	129,871	110,941	129,847	128,386	107,107	94,275	104,746	112,111	-12,7%	7,0%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>2 320,645</b>	<b>2 409,689</b>	<b>2 479,780</b>	<b>2 516,977</b>	<b>2 602,860</b>	<b>2 678,771</b>	<b>2 741,073</b>	<b>2 747,694</b>	<b>2 778,185</b>	<b>6,7%</b>	<b>1,1%</b>
dont plans d'épargne logement	831,009	853,294	870,054	871,404	877,185	893,285	886,514	871,070	855,942	-2,4%	-1,7%
dont plans d'épargne populaire	121,519	121,604	118,874	114,565	112,190	111,343	108,359	104,095	100,825	-10,1%	-3,1%
dont portefeuille-titres	204,127	221,575	230,535	219,386	237,916	247,879	262,789	262,916	259,082	8,9%	-1,5%
dont OPCVM non monétaires	157,146	165,881	164,660	170,132	184,556	191,740	185,868	180,104	187,086	1,4%	3,9%
dont contrats d'assurance-vie	1 000,012	1 039,716	1 087,999	1 132,858	1 182,168	1 225,325	1 287,014	1 317,406	1 362,679	15,3%	3,4%
dont contrats PERP		0,757	0,907	1,482	1,963	2,458	2,948	3,600	4,268	-	18,6%
<b>Autres agents</b>	<b>289,607</b>	<b>325,411</b>	<b>372,368</b>	<b>318,618</b>	<b>366,597</b>	<b>360,413</b>	<b>427,560</b>	<b>432,913</b>	<b>421,278</b>	<b>14,9%</b>	<b>-2,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>69,703</b>	<b>99,500</b>	<b>113,698</b>	<b>85,966</b>	<b>89,350</b>	<b>87,962</b>	<b>97,719</b>	<b>133,798</b>	<b>121,150</b>	<b>35,6%</b>	<b>-9,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>71,844</b>	<b>72,240</b>	<b>75,633</b>	<b>42,915</b>	<b>72,821</b>	<b>66,254</b>	<b>99,299</b>	<b>86,777</b>	<b>86,809</b>	<b>19,2%</b>	<b>0,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	19,161	19,472	17,570	15,638	15,035	15,151	14,776	14,581	14,279	-5,0%	-2,1%
Placements indexés sur les taux de marché	52,683	52,768	58,063	27,277	57,786	51,103	84,523	72,196	72,530	25,5%	0,5%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>148,060</b>	<b>153,671</b>	<b>183,037</b>	<b>189,737</b>	<b>204,426</b>	<b>206,197</b>	<b>230,542</b>	<b>212,338</b>	<b>213,319</b>	<b>4,4%</b>	<b>0,5%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>7 435,015</b>	<b>7 808,772</b>	<b>7 901,020</b>	<b>7 937,477</b>	<b>8 180,548</b>	<b>8 580,757</b>	<b>8 633,671</b>	<b>8 670,721</b>	<b>8 888,948</b>	<b>8,7%</b>	<b>2,5%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 177,757</b>	<b>2 401,756</b>	<b>2 264,456</b>	<b>2 316,883</b>	<b>2 441,917</b>	<b>2 663,148</b>	<b>2 514,775</b>	<b>2 596,199</b>	<b>2 694,236</b>	<b>10,3%</b>	<b>3,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 582,094</b>	<b>2 619,621</b>	<b>2 745,949</b>	<b>2 703,759</b>	<b>2 732,752</b>	<b>2 859,964</b>	<b>2 966,133</b>	<b>2 939,226</b>	<b>3 022,029</b>	<b>10,6%</b>	<b>2,8%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 566,123	1 594,691	1 634,294	1 654,239	1 666,459	1 678,781	1 724,230	1 722,225	1 733,129	4,0%	0,6%
dont livrets ordinaires	588,855	611,721	627,521	637,013	652,457	662,483	678,005	674,618	678,587	4,0%	0,6%
dont livrets A et bleus	462,667	460,659	470,714	475,741	470,585	469,847	491,192	488,221	492,753	4,7%	0,9%
dont livrets jeunes	33,498	29,607	29,824	30,401	30,256	31,529	31,530	32,030	32,174	6,3%	0,4%
dont livrets d'épargne populaire	111,368	115,399	119,159	120,813	122,421	124,938	126,505	126,160	127,831	4,4%	1,3%
dont CODEVI	150,070	154,788	158,903	160,576	160,295	161,691	164,973	166,703	168,957	5,4%	1,4%
dont comptes d'épargne logement	219,665	222,517	228,173	229,695	230,445	228,293	232,025	234,493	232,827	1,0%	-0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	1 015,971	1 024,930	1 111,655	1 049,520	1 066,293	1 181,183	1 241,903	1 217,001	1 288,900	20,9%	5,9%
dont comptes créditeurs à terme	363,618	389,346	450,164	408,470	453,616	444,387	464,966	447,188	500,874	10,4%	12,0%
dont bons de caisse	36,814	36,967	37,343	30,675	31,999	53,088	51,028	35,579	35,333	10,4%	-0,7%
dont certificats de dépôt	175,189	228,548	219,426	245,853	211,137	285,512	346,557	325,839	323,482	53,2%	-0,7%
dont OPCVM monétaires	440,350	370,069	404,722	364,522	369,541	398,196	379,352	408,395	429,211	16,1%	5,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>2 675,164</b>	<b>2 787,395</b>	<b>2 890,615</b>	<b>2 916,835</b>	<b>3 005,879</b>	<b>3 057,645</b>	<b>3 152,763</b>	<b>3 135,296</b>	<b>3 172,683</b>	<b>5,5%</b>	<b>1,2%</b>
dont plans d'épargne logement	831,011	853,291	870,058	871,405	877,186	893,284	886,515	871,070	855,943	-2,4%	-1,7%
dont plans d'épargne populaire	121,518	121,605	118,874	114,566	112,192	111,342	108,359	104,096	100,826	-10,1%	-3,1%
dont autres comptes d'épargne	6,846	6,878	6,752	7,150	6,881	6,742	7,580	8,499	8,304	20,7%	-2,3%
dont portefeuille-titres	322,929	341,962	357,470	336,767	368,923	383,336	409,497	404,711	403,448	9,4%	-0,3%
dont OPCVM non monétaires	392,848	423,187	448,556	452,607	456,566	435,158	450,850	425,914	437,215	-4,2%	2,7%
dont contrats d'assurance-vie	1 000,012	1 039,716	1 087,999	1 132,858	1 182,168	1 225,325	1 287,014	1 317,406	1 362,679	15,3%	3,4%
dont contrats PERP		0,757	0,907	1,482	1,963	2,458	2,948	3,600	4,268	-	18,6%

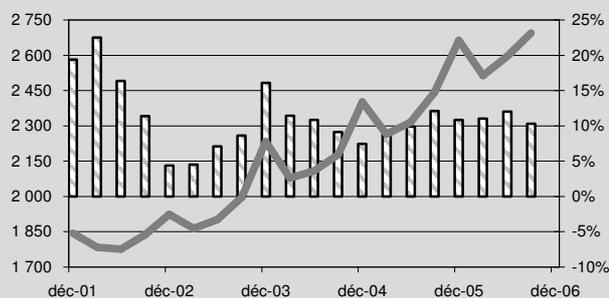
## L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

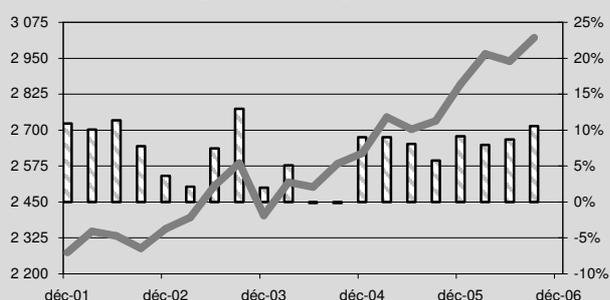
### Ensemble des actifs financiers



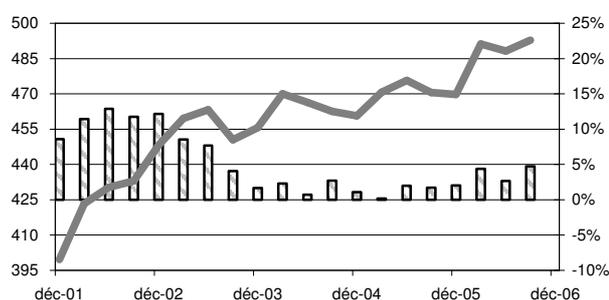
### Dépôts à vue



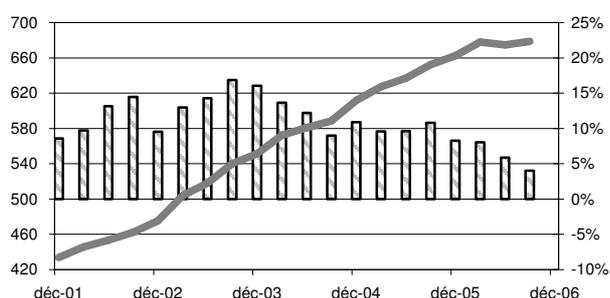
### Ensemble des placements liquides ou à court terme



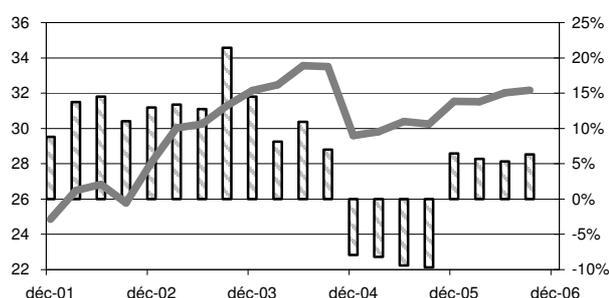
### Livrets 'A' des caisses d'épargne



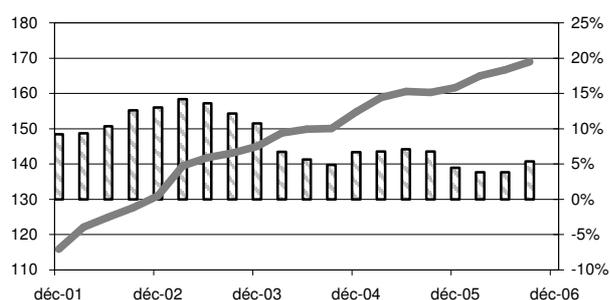
### Livrets ordinaires



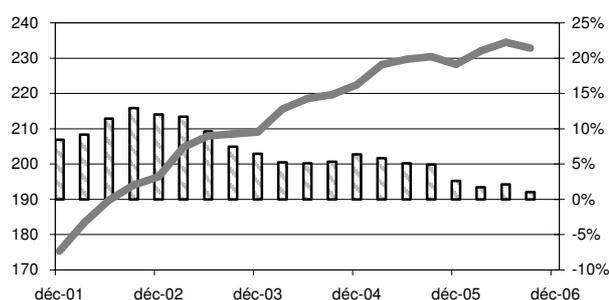
### Livrets jeunes



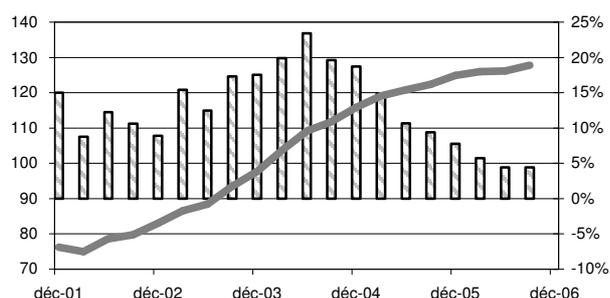
### Codevi (comptes de développement industriel)



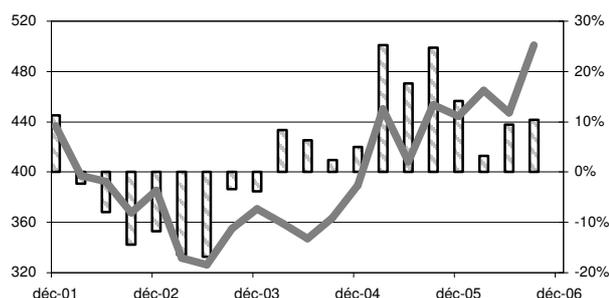
### Comptes d'épargne logement



### Livrets d'épargne populaire



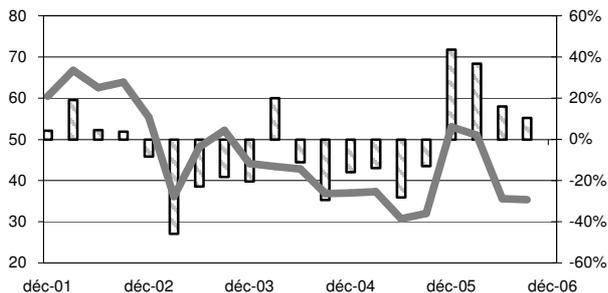
### Dépôts à terme



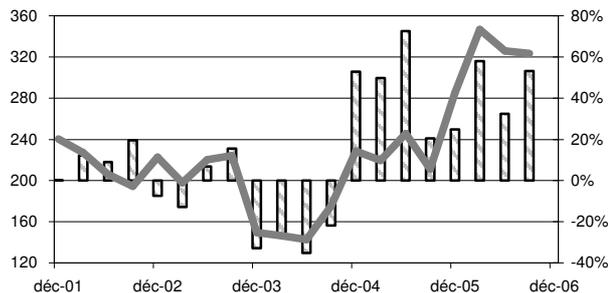
# Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

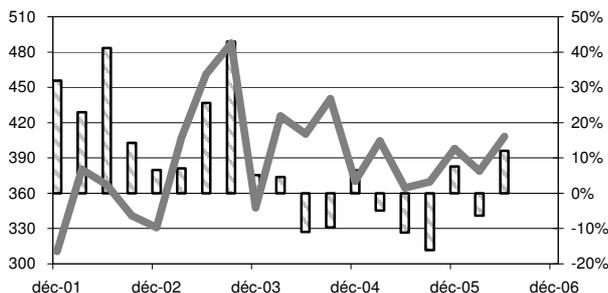
**Bons de caisse et bons d'épargne**



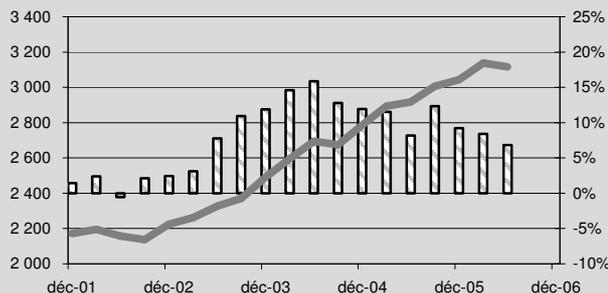
**Certificats de dépôts négociables**



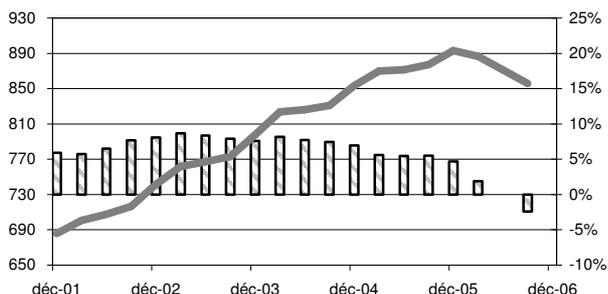
**OPCVM monétaires**



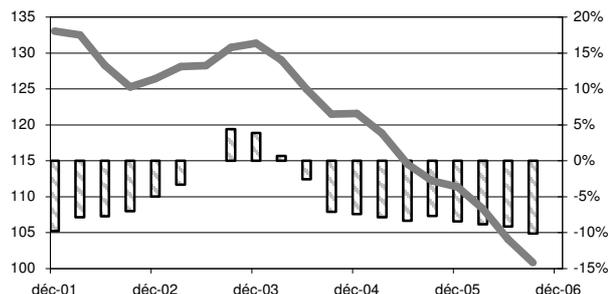
**Epargne à long terme**



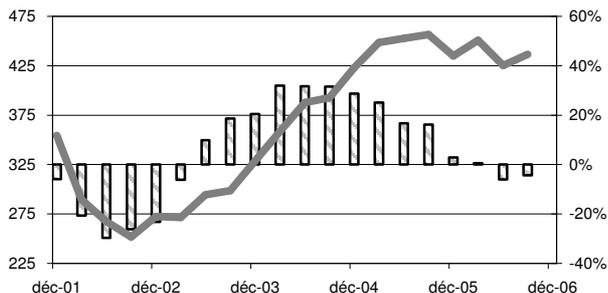
**Plans d'épargne logement**



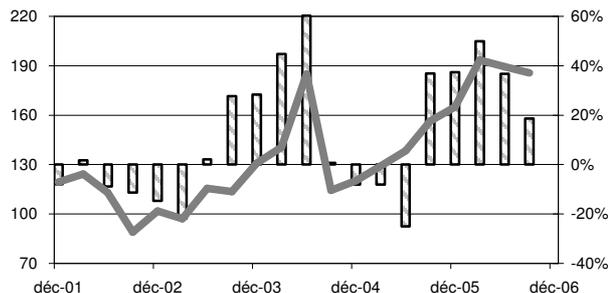
**Plans d'épargne populaire**



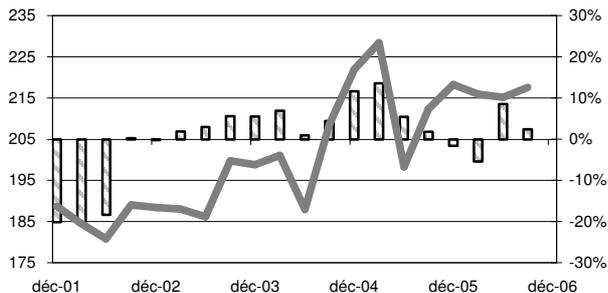
**OPCVM titres en portefeuille titres**



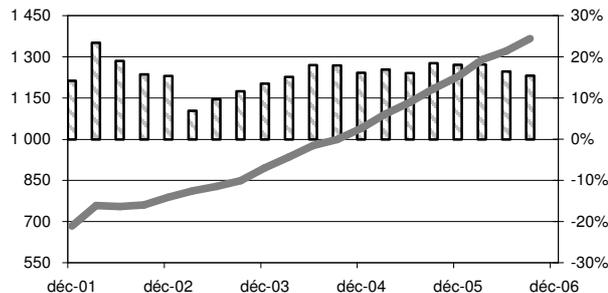
**Actions en portefeuille titres**



**Obligations en portefeuille titres**

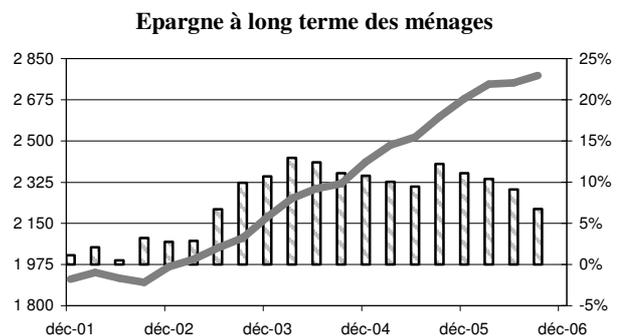
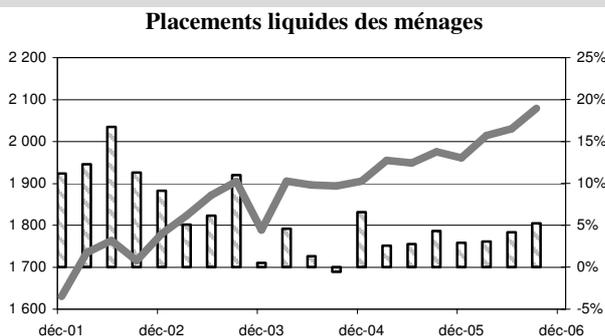
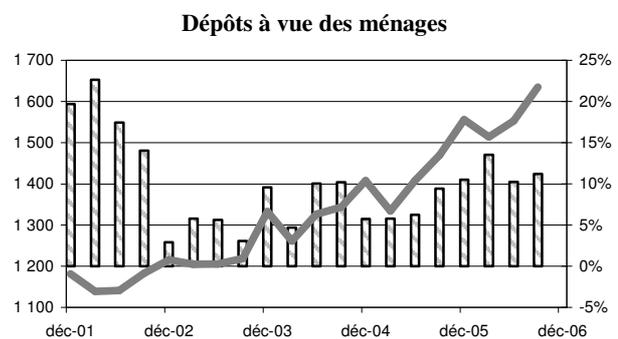
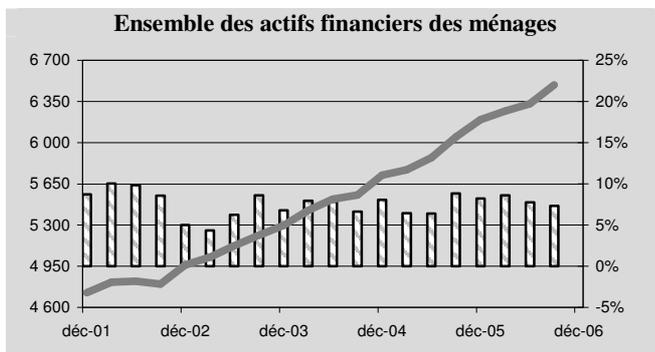


**Assurance-vie**



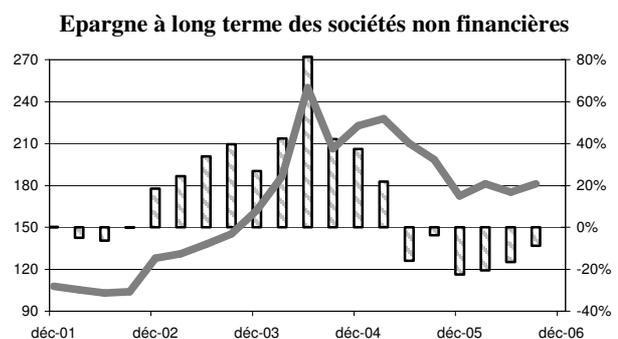
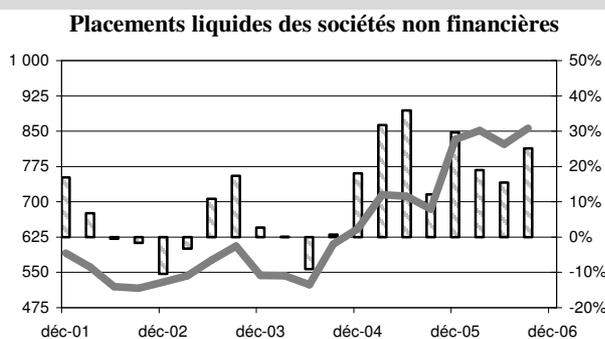
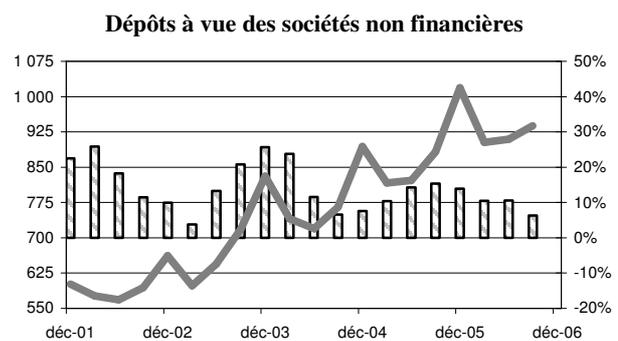
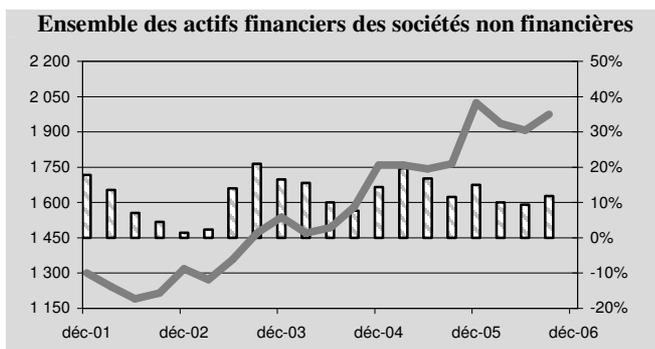
## Les placements des ménages

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



## Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



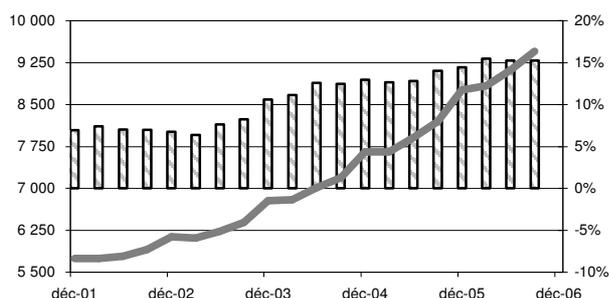
## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

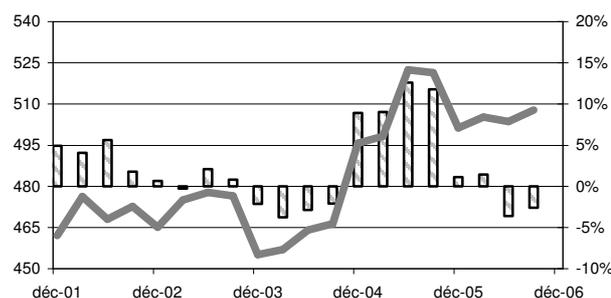
	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	780,958	841,173	743,366	817,062	830,285	905,838	932,426	922,691	998,412	20,2%	8,2%
Créances commerciales	139,894	152,743	130,159	143,025	116,670	146,467	124,984	140,288	134,056	14,9%	-4,4%
Crédits de trésorerie	454,047	489,075	427,799	458,262	481,669	500,562	501,537	464,522	541,800	12,5%	16,6%
Comptes ordinaires débiteurs	128,552	132,247	121,792	148,673	160,462	172,795	219,769	214,873	218,662	36,3%	1,8%
Affacturage	58,465	67,108	63,616	67,102	71,484	86,014	86,136	103,008	103,894	45,3%	0,9%
Crédits d'investissement	1 766,482	1 951,456	1 973,064	2 015,322	2 113,530	2 249,465	2 201,171	2 288,242	2 339,987	10,7%	2,3%
Crédits à l'équipement	1 563,570	1 735,614	1 767,415	1 810,327	1 906,910	2 041,255	1 986,846	2 067,538	2 111,126	10,7%	2,1%
Crédit-bail	202,912	215,842	205,649	204,995	206,620	208,210	214,325	220,704	228,861	10,8%	3,7%
Crédits à l'habitat	330,251	362,806	374,276	400,186	434,583	481,370	511,182	542,402	579,350	33,3%	6,8%
Autres crédits	67,678	56,156	48,523	50,287	49,542	32,284	26,742	38,141	50,776	2,5%	33,1%
<b>Encours sain</b>	<b>2 945,369</b>	<b>3 211,591</b>	<b>3 139,229</b>	<b>3 282,857</b>	<b>3 427,940</b>	<b>3 668,957</b>	<b>3 671,521</b>	<b>3 791,476</b>	<b>3 968,525</b>	<b>15,8%</b>	<b>4,7%</b>
Créances douteuses brutes	306,851	302,273	308,647	336,136	337,895	316,989	315,499	304,737	322,451	-4,6%	5,8%
<b>Encours total</b>	<b>3 252,220</b>	<b>3 513,864</b>	<b>3 447,876</b>	<b>3 618,993</b>	<b>3 765,835</b>	<b>3 985,946</b>	<b>3 987,020</b>	<b>4 096,213</b>	<b>4 290,976</b>	<b>13,9%</b>	<b>4,8%</b>
Taux de créances douteuses	9,4%	8,6%	9,0%	9,3%	9,0%	8,0%	7,9%	7,4%	7,5%	-1,5 pt	0,1 pt
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	1 307,482	1 334,059	1 347,530	1 380,963	1 396,623	1 488,203	1 498,022	1 538,280	1 560,102	11,7%	1,4%
Crédits de trésorerie	1 200,003	1 230,968	1 236,923	1 264,316	1 294,642	1 374,605	1 382,961	1 421,069	1 443,916	11,5%	1,6%
Comptes ordinaires débiteurs	46,962	44,712	51,255	57,931	43,308	53,386	54,482	58,596	57,321	32,4%	-2,2%
Crédit-bail	60,517	58,379	59,352	58,716	58,673	60,212	60,579	58,615	58,865	0,3%	0,4%
Crédits à l'habitat	2 438,333	2 561,202	2 600,894	2 670,340	2 800,404	2 992,570	3 054,816	3 133,304	3 252,520	16,1%	3,8%
Autres crédits	23,848	38,294	25,535	28,982	27,342	29,103	28,728	29,068	28,353	3,7%	-2,5%
<b>Encours sain</b>	<b>3 769,663</b>	<b>3 933,555</b>	<b>3 973,959</b>	<b>4 080,285</b>	<b>4 224,369</b>	<b>4 509,876</b>	<b>4 581,566</b>	<b>4 700,652</b>	<b>4 840,975</b>	<b>14,6%</b>	<b>3,0%</b>
Créances douteuses brutes	159,413	193,425	189,624	186,400	183,337	184,085	189,762	197,051	185,307	1,1%	-6,0%
<b>Encours total</b>	<b>3 929,076</b>	<b>4 126,980</b>	<b>4 163,583</b>	<b>4 266,685</b>	<b>4 407,706</b>	<b>4 693,961</b>	<b>4 771,328</b>	<b>4 897,703</b>	<b>5 026,282</b>	<b>14,0%</b>	<b>2,6%</b>
Taux de créances douteuses	4,1%	4,7%	4,6%	4,4%	4,2%	3,9%	4,0%	4,0%	3,7%	-0,5 pt	-0,3 pt
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	10,131	8,523	11,953	9,049	6,719	6,676	5,815	4,655	3,573	-46,8%	-23,2%
Crédits de trésorerie	3,238	4,145	8,837	6,252	3,898	3,413	3,020	2,192	3,373	-13,5%	53,9%
Comptes ordinaires débiteurs	6,893	4,378	3,116	2,797	2,821	3,263	2,795	2,463	0,200	-92,9%	-91,9%
Crédits à l'équipement	302,021	336,931	350,443	354,756	362,873	393,608	401,363	389,173	379,827	4,7%	-2,4%
Autres crédits	1,745	1,597	1,576	1,451	1,515	1,379	1,367	1,242	1,738	14,7%	39,9%
<b>Encours sain</b>	<b>313,897</b>	<b>347,051</b>	<b>363,972</b>	<b>365,256</b>	<b>371,107</b>	<b>401,663</b>	<b>408,545</b>	<b>395,070</b>	<b>385,138</b>	<b>3,8%</b>	<b>-2,5%</b>
Créances douteuses brutes	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	1,531	0,003	-n.s.	-n.s.
<b>Encours total</b>	<b>313,900</b>	<b>347,054</b>	<b>363,975</b>	<b>365,259</b>	<b>371,110</b>	<b>401,666</b>	<b>408,548</b>	<b>396,601</b>	<b>385,141</b>	<b>3,8%</b>	<b>-2,9%</b>
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,0%	0,0 pt	-0,4 pt
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>160,152</b>	<b>165,692</b>	<b>176,273</b>	<b>181,291</b>	<b>175,508</b>	<b>184,100</b>	<b>175,655</b>	<b>229,771</b>	<b>255,620</b>	<b>45,6%</b>	<b>11,2%</b>
Créances douteuses brutes	0,856	0,718	0,691	0,616	0,963	0,784	0,641	1,056	0,791	-17,8%	-25,1%
<b>Encours total</b>	<b>161,008</b>	<b>166,410</b>	<b>176,964</b>	<b>181,907</b>	<b>176,471</b>	<b>184,884</b>	<b>176,296</b>	<b>230,827</b>	<b>256,411</b>	<b>45,3%</b>	<b>11,1%</b>
Taux de créances douteuses	0,5%	0,4%	0,4%	0,3%	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,3%	-0,2 pt	-0,1 pt
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>7 189,081</b>	<b>7 657,889</b>	<b>7 653,433</b>	<b>7 909,689</b>	<b>8 198,924</b>	<b>8 764,596</b>	<b>8 837,287</b>	<b>9 116,969</b>	<b>9 450,258</b>	<b>15,3%</b>	<b>3,7%</b>
Créances douteuses brutes	467,122	496,419	498,964	523,154	522,198	501,861	505,905	504,375	508,553	-2,6%	0,8%
<b>Encours total</b>	<b>7 656,203</b>	<b>8 154,308</b>	<b>8 152,397</b>	<b>8 432,843</b>	<b>8 721,122</b>	<b>9 266,457</b>	<b>9 343,192</b>	<b>9 621,344</b>	<b>9 958,811</b>	<b>14,2%</b>	<b>3,5%</b>
Taux de créances douteuses	6,1%	6,1%	6,1%	6,2%	6,0%	5,4%	5,4%	5,2%	5,1%	-0,9 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	64,9%	61,2%	60,2%	60,6%	63,8%	67,6%	67,9%	69,0%	68,7%	4,9 pt	-0,4 pt

### L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours des crédits sains des E.C. locaux



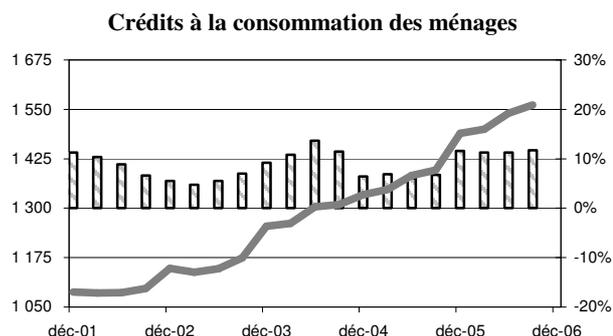
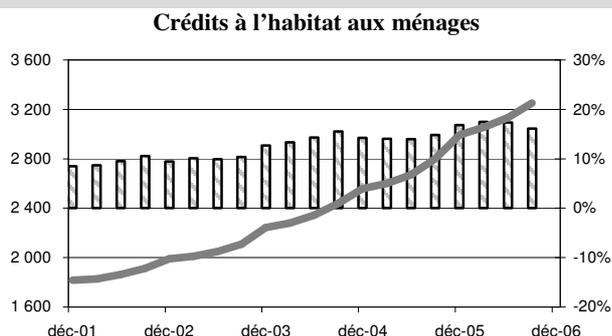
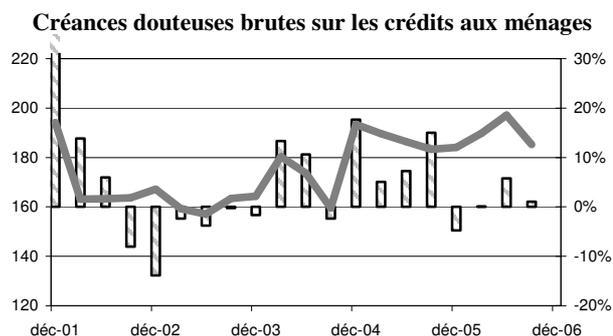
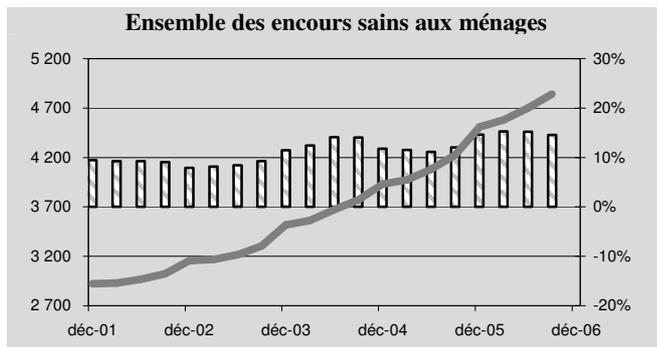
Encours des crédits douteux bruts des E.C. locaux



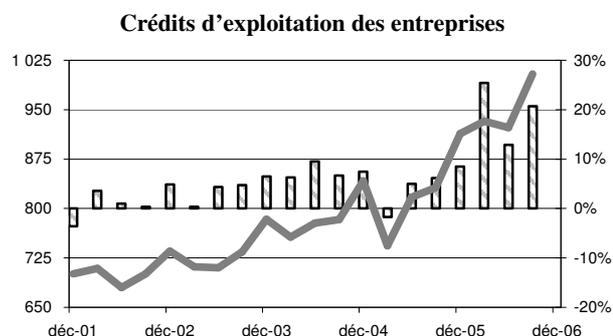
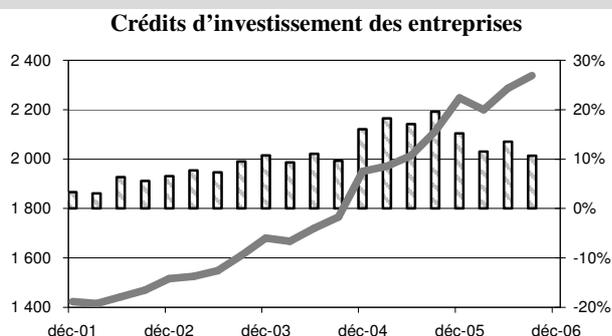
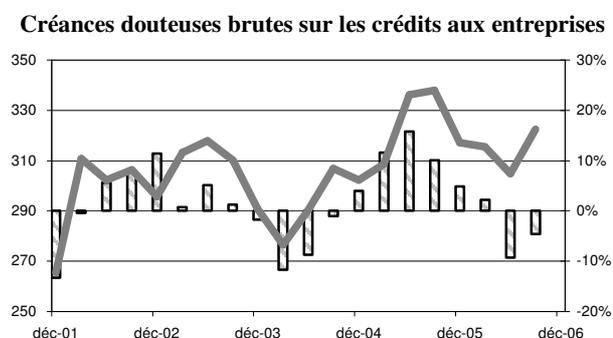
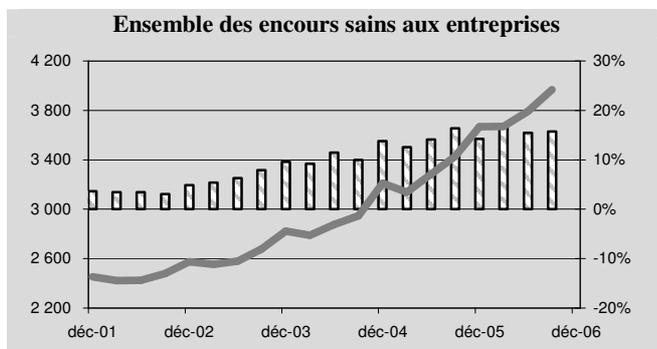
# Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

## L'endettement des ménages



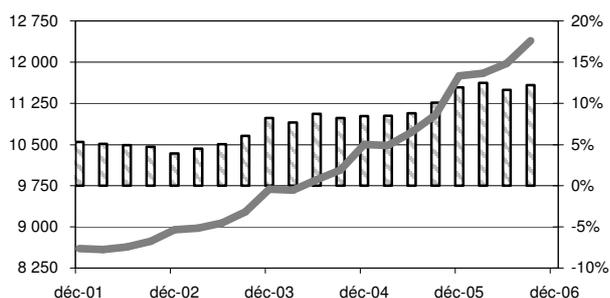
## L'endettement des entreprises



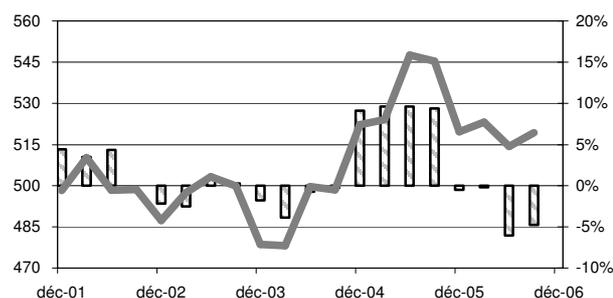
## 4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	783,852	844,695	750,492	819,425	838,626	912,479	939,739	932,494	1 007,525	20,1%	8,0%
<i>Créances commerciales</i>	139,894	152,743	130,159	143,025	116,670	146,467	124,984	140,288	134,056	14,9%	-4,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	456,941	492,597	434,925	460,625	490,010	507,203	508,850	474,325	550,913	12,4%	16,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	128,552	132,247	121,792	148,673	160,462	172,795	219,769	214,873	218,662	36,3%	1,8%
<i>Affacturation</i>	58,465	67,108	63,616	67,102	71,484	86,014	86,136	103,008	103,894	45,3%	0,9%
Crédits d'investissement	1 807,866	1 991,068	2 011,734	2 055,249	2 153,185	2 278,490	2 229,822	2 316,193	2 373,619	10,2%	2,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 604,954	1 775,226	1 806,085	1 850,254	1 946,565	2 070,280	2 015,497	2 095,489	2 144,758	10,2%	2,4%
<i>Crédit-bail</i>	202,912	215,842	205,649	204,995	206,620	208,210	214,325	220,704	228,861	10,8%	3,7%
Crédits à l'habitat	2 077,498	2 121,169	2 140,468	2 169,168	2 207,783	2 262,500	2 290,128	2 324,892	2 363,156	7,0%	1,6%
Autres crédits	68,536	56,993	49,340	51,094	50,316	33,048	27,472	38,848	51,460	2,3%	32,5%
<b>Encours sain</b>	<b>4 737,752</b>	<b>5 013,925</b>	<b>4 952,034</b>	<b>5 094,936</b>	<b>5 249,910</b>	<b>5 486,517</b>	<b>5 487,161</b>	<b>5 612,427</b>	<b>5 795,760</b>	<b>10,4%</b>	<b>3,3%</b>
Créances douteuses brutes	313,721	310,852	316,740	343,099	343,953	324,100	322,183	308,442	326,575	-5,1%	5,9%
<b>Encours total</b>	<b>5 051,473</b>	<b>5 324,777</b>	<b>5 268,774</b>	<b>5 438,035</b>	<b>5 593,863</b>	<b>5 810,617</b>	<b>5 809,344</b>	<b>5 920,869</b>	<b>6 122,335</b>	<b>9,4%</b>	<b>3,4%</b>
Taux de créances douteuses	6,2%	5,8%	6,0%	6,3%	6,1%	5,6%	5,5%	5,2%	5,3%	-0,8 pt	0,1 pt
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	1 354,126	1 381,501	1 395,769	1 430,193	1 448,598	1 541,862	1 553,343	1 595,385	1 618,067	11,7%	1,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 246,647	1 278,410	1 285,162	1 313,546	1 346,617	1 428,264	1 438,282	1 478,174	1 501,881	11,5%	1,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	46,962	44,712	51,255	57,931	43,308	53,386	54,482	58,596	57,321	32,4%	-2,2%
<i>Crédit-bail</i>	60,517	58,379	59,352	58,716	58,673	60,212	60,579	58,615	58,865	0,3%	0,4%
Crédits à l'habitat	2 728,098	2 789,294	2 828,983	2 903,812	3 037,545	3 232,766	3 294,234	3 373,306	3 498,370	15,2%	3,7%
Autres crédits	28,790	43,618	30,518	34,048	32,265	33,981	34,261	33,079	32,266	0,0%	-2,5%
<b>Encours sain</b>	<b>4 111,014</b>	<b>4 214,413</b>	<b>4 255,270</b>	<b>4 368,053</b>	<b>4 518,408</b>	<b>4 808,609</b>	<b>4 881,838</b>	<b>5 001,770</b>	<b>5 148,703</b>	<b>13,9%</b>	<b>2,9%</b>
Créances douteuses brutes	168,088	199,214	195,231	193,253	189,276	188,742	194,505	203,348	191,974	1,4%	-5,6%
<b>Encours total</b>	<b>4 279,102</b>	<b>4 413,627</b>	<b>4 450,501</b>	<b>4 561,306</b>	<b>4 707,684</b>	<b>4 997,351</b>	<b>5 076,343</b>	<b>5 205,118</b>	<b>5 340,677</b>	<b>13,4%</b>	<b>2,6%</b>
Taux de créances douteuses	3,9%	4,5%	4,4%	4,2%	4,0%	3,8%	3,8%	3,9%	3,6%	-0,4 pt	-0,3 pt
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	10,131	8,523	11,953	9,049	6,721	6,676	6,630	55,491	123,240	-n.s.	122,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	3,238	4,145	8,837	6,252	3,900	3,413	3,835	53,028	123,040	-n.s.	132,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	6,893	4,378	3,116	2,797	2,821	3,263	2,795	2,463	0,200	-92,9%	-91,9%
Crédits à l'équipement	903,855	987,057	981,083	950,734	971,599	1 125,923	1 109,138	946,653	943,712	-2,9%	-0,3%
Autres crédits	67,846	63,890	60,278	56,209	53,355	70,523	69,156	66,057	62,359	16,9%	-5,6%
<b>Encours sain</b>	<b>981,832</b>	<b>1 059,470</b>	<b>1 053,314</b>	<b>1 015,992</b>	<b>1 031,675</b>	<b>1 203,122</b>	<b>1 184,924</b>	<b>1 068,201</b>	<b>1 129,311</b>	<b>9,5%</b>	<b>5,7%</b>
Créances douteuses brutes	15,785	11,511	11,479	10,613	11,141	6,033	5,823	1,531	0,003	-100,0%	-99,8%
<b>Encours total</b>	<b>997,617</b>	<b>1 070,981</b>	<b>1 064,793</b>	<b>1 026,605</b>	<b>1 042,816</b>	<b>1 209,155</b>	<b>1 190,747</b>	<b>1 069,732</b>	<b>1 129,314</b>	<b>8,3%</b>	<b>5,6%</b>
Taux de créances douteuses	1,6%	1,1%	1,1%	1,0%	1,1%	0,5%	0,5%	0,1%	0,0%	-1,1 pt	-0,1 pt
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>202,237</b>	<b>212,821</b>	<b>226,405</b>	<b>252,786</b>	<b>244,290</b>	<b>254,913</b>	<b>243,248</b>	<b>297,684</b>	<b>318,080</b>	<b>30,2%</b>	<b>6,9%</b>
Créances douteuses brutes	0,856	0,718	0,691	0,616	0,963	0,784	0,641	1,056	0,791	-17,8%	-25,1%
<b>Encours total</b>	<b>203,093</b>	<b>213,539</b>	<b>227,096</b>	<b>253,402</b>	<b>245,253</b>	<b>255,697</b>	<b>243,889</b>	<b>298,740</b>	<b>318,871</b>	<b>30,0%</b>	<b>6,7%</b>
Taux de créances douteuses	0,4%	0,3%	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%	0,2%	-0,1 pt	-0,1 pt
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>10 032,835</b>	<b>10 500,629</b>	<b>10 487,023</b>	<b>10 731,767</b>	<b>11 044,283</b>	<b>11 753,161</b>	<b>11 797,171</b>	<b>11 980,082</b>	<b>12 391,854</b>	<b>12,2%</b>	<b>3,4%</b>
Créances douteuses brutes	498,450	522,295	524,141	547,581	545,333	519,659	523,151	514,377	519,344	-4,8%	1,0%
<b>Encours total</b>	<b>10 531,285</b>	<b>11 022,924</b>	<b>11 011,164</b>	<b>11 279,348</b>	<b>11 589,616</b>	<b>12 272,820</b>	<b>12 320,322</b>	<b>12 494,459</b>	<b>12 911,198</b>	<b>11,4%</b>	<b>3,3%</b>
Taux de créances douteuses	4,7%	4,7%	4,8%	4,9%	4,7%	4,2%	4,2%	4,1%	4,0%	-0,7 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	61,2%	58,5%	57,7%	58,2%	61,6%	65,6%	65,9%	68,0%	67,5%	5,8 pt	-0,5 pt

**Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.**

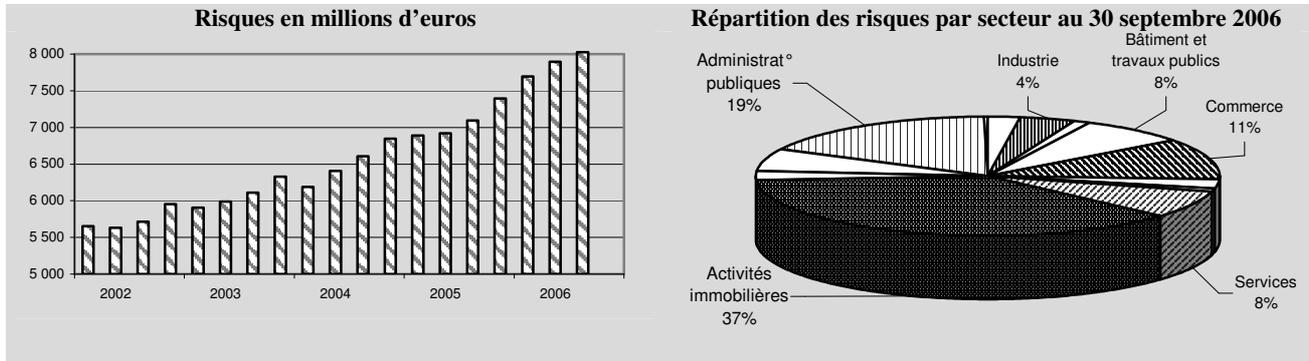


**Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.**

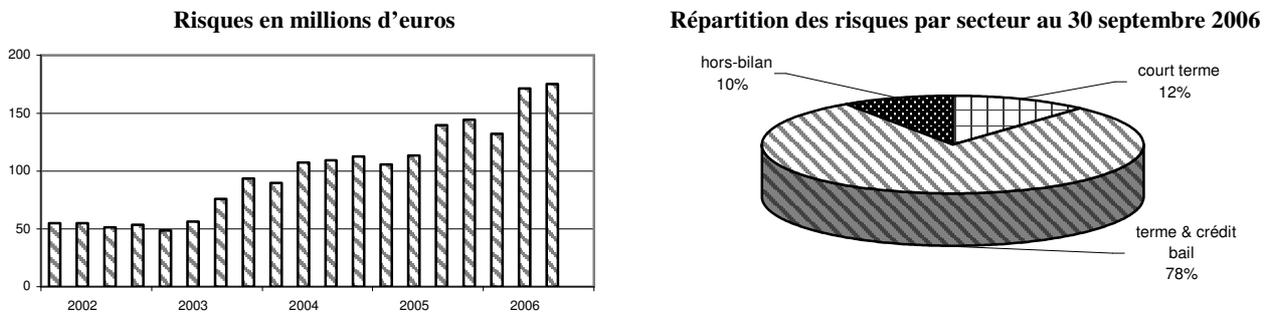


## 5. Risques sectoriels

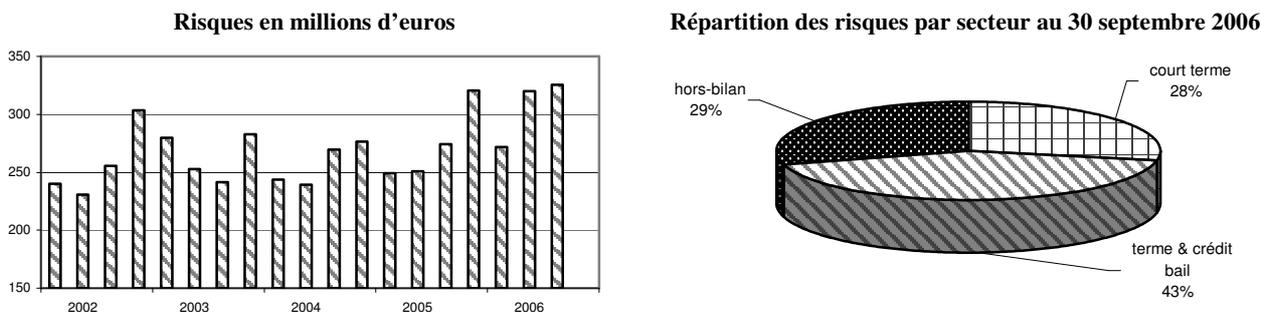
### Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



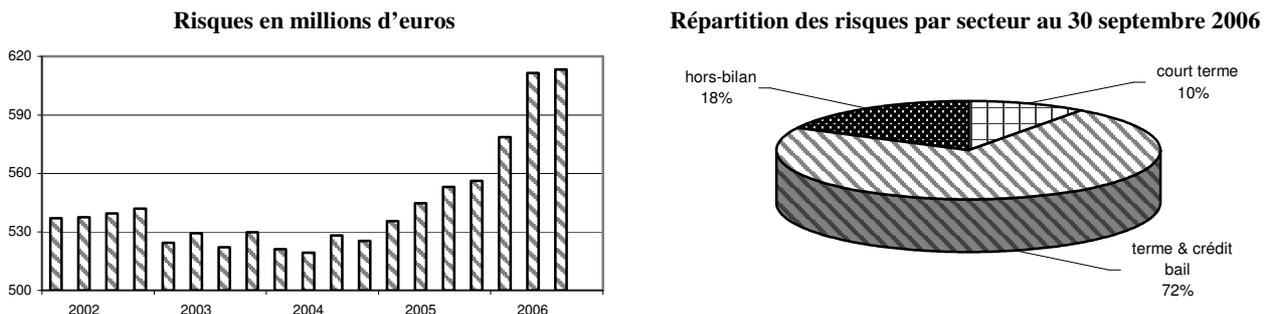
### Risques bancaires sur le secteur primaire



### Risques bancaires sur le secteur de l'industrie

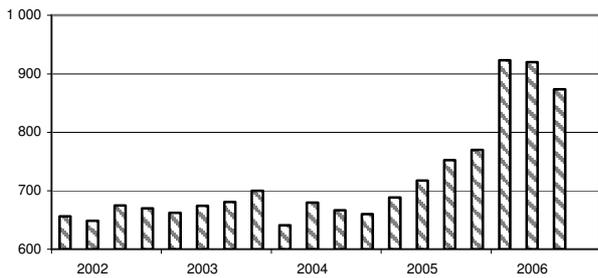


### Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics

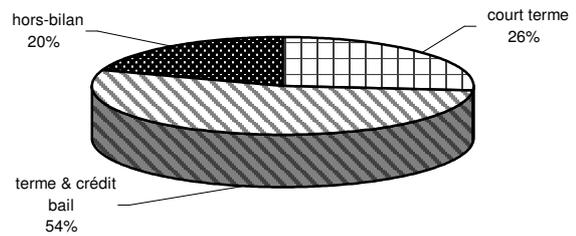


## Risques bancaires sur le secteur du commerce

Risques en millions d'euros

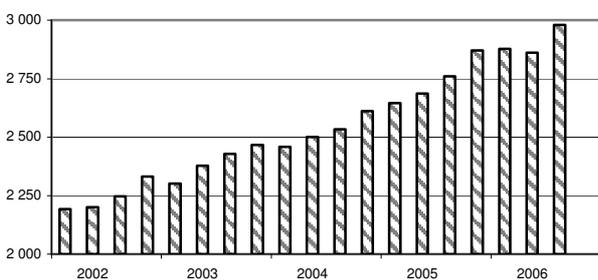


Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2006

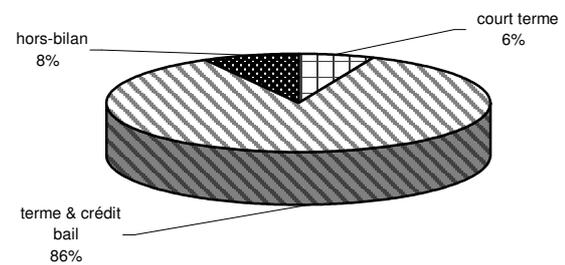


## Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

Risques en millions d'euros

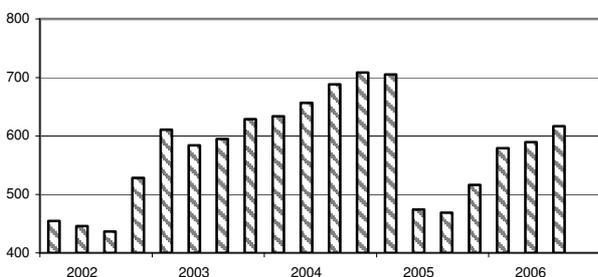


Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2006

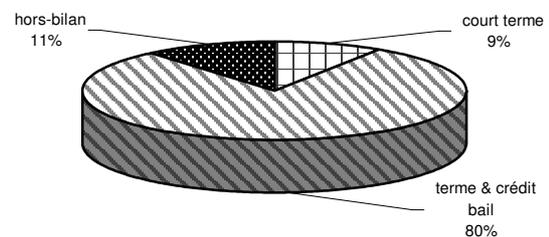


## Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

Risques en millions d'euros

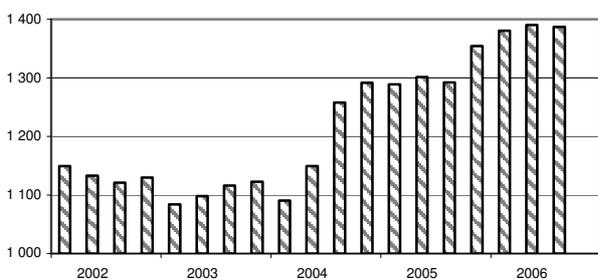


Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2006

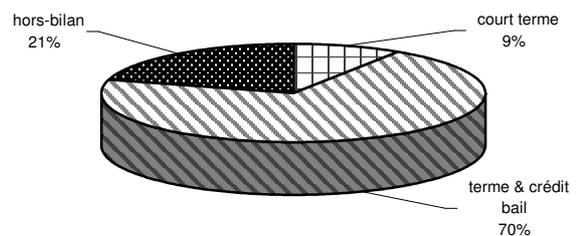


## Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'euros



Répartition des risques par secteur au 30 septembre 2006



## 6. Rappel des taux

### 6.1 Taux réglementés

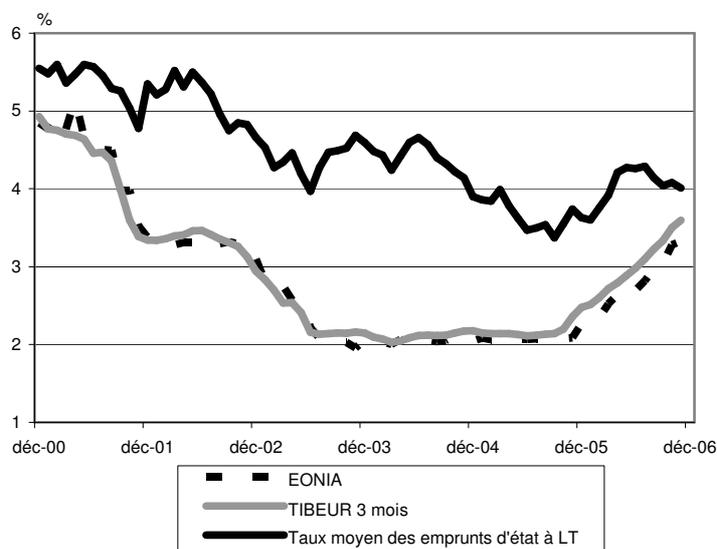
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/12/2006)	3,50%
Taux de la facilité de dépôt (13/12/2006)	2,50%
Taux de la facilité de prêt (13/12/2006)	4,50%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/08/2006)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,75%	2,75%	3,75%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	1,75%	

\* Hors prime d'état

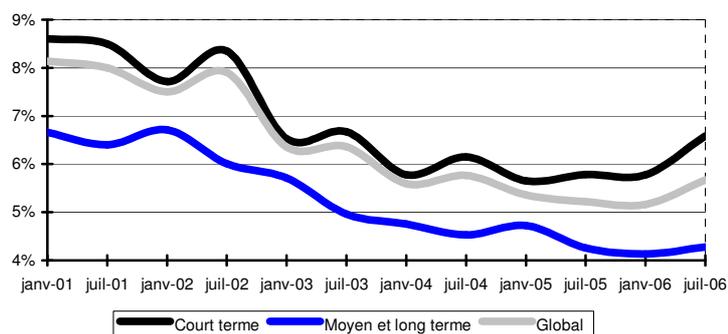
Taux d'intérêt légal	
Année 2005 (JO du 17/02/2005)	2,05%
Année 2006 (JO du 07/02/2006)	2,11%

### 6.2 Principaux taux de marché



### 6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	juil-05	janv-06	juil-06
Court terme	5,78%	5,78%	6,58%
.. Escompte	5,93%	5,56%	7,08%
.. Découvert	6,70%	6,06%	6,79%
.. Autres CT	4,38%	5,64%	5,71%
Moyen et long terme	4,26%	4,13%	4,28%
Taux moyen pondéré global	5,22%	5,16%	5,67%



### 6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1<sup>er</sup> août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		avr-05	juil-05	oct-05	janv-06	avr-06	juil-06	oct-06
Particuliers	<b>Prêts immobiliers</b>							
	- Prêts à taux fixe	6,29%	6,03%	5,87%	5,72%	5,80%	5,99%	6,16%
	- Prêts à taux variable	5,69%	5,53%	5,48%	5,36%	5,48%	5,57%	5,73%
	- Prêts relais	6,20%	5,92%	5,72%	5,63%	5,68%	5,81%	6,03%
	<b>Autres prêts</b>							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	19,60%	19,87%	19,76%	19,67%	20,21%	20,36%	20,53%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	8,87%	8,29%	8,33%	7,89%	8,40%	8,48%	8,53%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	16,53%	16,77%	17,44%	17,37%	17,81%	18,20%	18,81%	
<b>Prof.</b>	- Découverts en compte (**)	11,55%	11,72%	11,55%	12,35%	13,33%	13,97%	14,00%

(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## 7. Monnaie fiduciaire

### 7.1 Emission mensuelle de billets euros

#### Emissions nettes cumulées de billets (à fin novembre 2006)

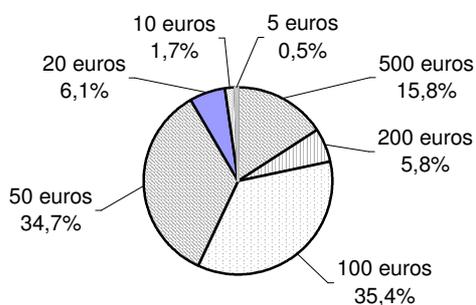
en valeur (en millions d'euros)



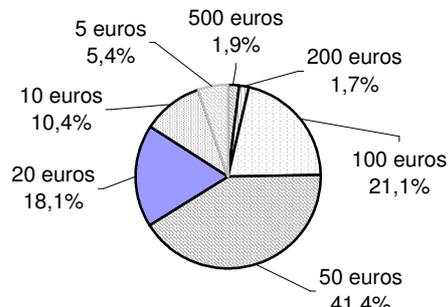
en volume (en milliers d'unités)



#### Répartition en valeur au 30 novembre 2006



#### Répartition par quantité au 30 novembre 2006



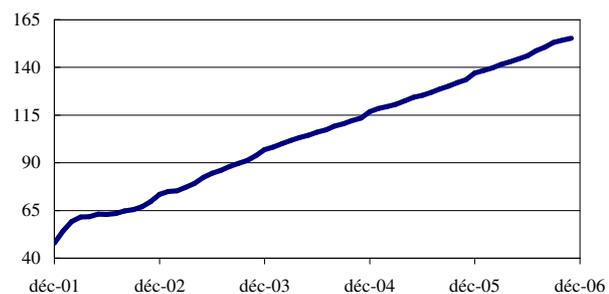
### 7.2 Emission mensuelle de pièces euros

#### Emissions nettes cumulées de pièces (à fin juin 2006)

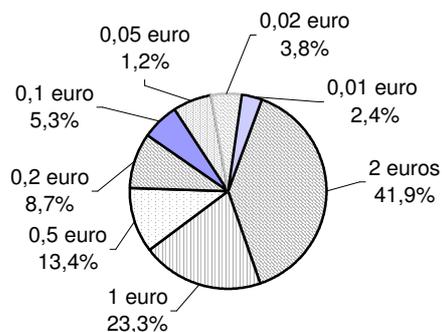
en valeur (en millions d'euros)



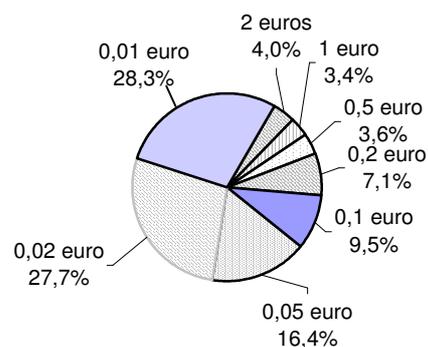
en volume (en millions d'unités)



#### Répartition en valeur au 30 novembre 2006



#### Répartition par quantité au 30 novembre 2006



**INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis**

**Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32**

**Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : F. DALLIER

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 29 décembre 2006

Dépôt légal – Décembre 2006